

Tribunes

Les tribunes sont l'espace d'expression des différents groupes d'élus

Publié le 31 octobre 2024

Tribune du Groupe des Elus de la Majorité départementale

Bilan de mi-mandat : un engagement constant au service des Meusiens

!

Le 27 mars dernier, l'Assemblée départementale a adopté un budget pour 2025 de 290,85 millions d'euros, malgré de nombreuses incertitudes. Face à l'augmentation des dépenses sociales due aux transferts de compétences non compensés par l'Etat et à l'instabilité politique nationale, le Département a dû faire des choix forts : stabiliser les dépenses de fonctionnement et maintenir un montant d'investissements élevé de 32,5 millions d'euros. Ce budget tourné vers l'avenir, mise sur l'innovation, la transition énergétique, l'attractivité et le développement du territoire.

A mi-mandat, les élus de la majorité dressent un bilan positif marqué par des actions ambitieuses pour améliorer la qualité de vie des Meusiens. En effet, nous nous sommes engagés pour un développement vertueux du département avec notamment le premier budget vert et des actions en faveur de la transition écologique et de la promotion des richesses naturelles de la Meuse. Nous poursuivons la modernisation de notre réseau routier de 3 500 km pour renforcer la sécurité des déplacements.

En parallèle nous déployons les mobilités douces avec des projets de véloroutes, lançons prochainement les travaux d'extension du parking près de la gare Meuse TGV et portons un projet innovant de pôle de santé connectée et assistée à proximité de cette même gare. La Solidarité reste néanmoins au centre de notre action, en renforçant nos aides auprès des publics les plus fragiles, des enfants en danger et des personnes handicapées ou âgées. Cela se traduit notamment par la création d'hébergements (162 places pour les enfants), d'établissements d'accueil et d'une plateforme de mobilité solidaire. Les jeunes meusiens bénéficient également d'actions volontaristes pour leur avenir telle qu'une offre culturelle diversifiée, une bourse au permis de conduire, la construction et la rénovation de collèges et cantines. En mettant en place récemment une nouvelle méthode de démocratie participative avec le dispositif "Citoyens Tous Meusiens" et ses ateliers thématiques, nous souhaitons construire avec les Meusiens des réponses novatrices, concrètes et adaptées aux enjeux du territoire. Dans un contexte où l'Etat multiplie les restrictions budgétaires, nous refusons que nos territoires paient le prix. Notre majorité départementale se battra pour défendre les investissements, l'économie et l'avenir de la Meuse.

Dominique AARNINK-GEMINEL, Gérard ABBAS, Jean-Louis CANOVA, Danielle COMBE, Sylvain DENOYELLE, Julien DIDRY, Jérôme DUMONT, Pierre-Emmanuel FOCKS, Nicole HEINTZMANN, Martine JOLY, Jean-François LAMORLETTE, Gérald LEROUX, Serge NAHANT, Arlette PALANSON, Isabelle PERIN, Stéphane PERRIN, Véronique PHILIPPE, Sylvie ROCHON, Frédérique SERRE, Hélène SIGOT-LEMOINE, Marie-Paule SOUBRIER, Marie-Christine TONNER, Jean-Philippe VAUTRIN, Benoît WATRIN, Valérie WOITIER

Tribune du Groupe des Elus indépendants

Meusunie

!

Si la responsabilité d'un département est de savoir rassembler pour toujours mieux vivre et avancer collectivement, ce beau dessein ne peut se concevoir sans toutes les forces vives qui construisent notre quotidien.

Pour accroître l'attractivité de notre territoire, nous devons continuer à investir pour améliorer la qualité des services rendus à la population. Il en va des perspectives de développement de la Meuse.

L'Etat verse aux collectivités territoriales un montant Dotation Globale de Fonctionnement. Cette DGF a notamment pour finalité de compenser certains transferts de compétences.

En matière d'investissement, l'Etat peut soutenir les collectivités avec la Dotation de Soutien à l'Investissement Local à destination des communes et intercommunalités, par la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements ou via le Fonds Nationale d'Aménagement et de Développement des Territoires et le "Fonds Vert". Ces contributions viennent s'ajouter aux crédits mobilisables au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux.

Pourtant, l'évolution des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales est à la baisse, et ce désengagement dans le subventionnement des politiques locales et le financement des services publics locaux est un sujet d'inquiétude pour les élus.

La conjoncture économique actuelle ne doit nous conduire ni à la morosité, ni à l'inertie. Elle doit en revanche nous inciter à être plus volontaires, réactifs et innovants.

À cette effet, pour une Meuse unie, insécable entre le Nord et le Sud, il conviendrait non seulement de retravailler la géographie des interventions du GIP (entre zone départementale et zone de proximité), mais encore de systématiser la recherche de financements liés au programme Interreg dont la Meuse fait partie intégrante.

A nous d'opérer, à nous de donner vie à une oeuvre collective dont le principal objectif est de répondre aux enjeux du développement économique, social et environnemental de notre territoire !

Dominique GRETZ, Samuel HAZARD

Tribune du Groupe des Elus de Gauche et de Progrès

Nos constats, nos engagements à mi-mandat

Un renouveau qui se fait attendre

Ce mandat devait être celui du renouveau pour la Meuse. Une Meuse plus séduisante, plus jeune, plus dynamique et sportive, plus verte et accueillerait de nombreux touristes et habitants de grandes villes en quête de nature et d'espace. La majorité départementale a multiplié les plans de communication, sans succès.

L'inefficacité des orientations politiques

Le Département n'a plus les moyens financiers de saupoudrer ses aides et de suppléer les communes et les intercommunalités. Il est urgent de contractualiser avec les collectivités sur des axes clairs de stratégie de développement. L'autonomie, l'enfance, la culture et le sport, les routes et ponts, les collèges et l'insertion professionnelle doivent être les axes prioritaires : pour notre art de vivre, notre avenir et le développement économique. Les orientations budgétaires doivent toutes lutter contre le réchauffement climatique.

Dans ce marasme, Cigéo est invoqué comme dernier espoir. Plus le projet avance, plus les perspectives de développements démographique et économique se réduisent. Pour le moment, le projet coûte au Département. Une véritable aberration !

Le Conseil départemental, collectivité des solidarités

La mission du Conseil départemental, c'est la mise en oeuvre et le développement de politiques sociales au plus près du quotidien des Meusiens. Or, ce n'est pas assez le cas. Les habitants sont les oubliés. Les Meusiens attendent toujours un plan d'actions et de prévention efficace contre la pauvreté, leurs problèmes de santé, d'emploi, de logement, d'inclusion. Mais à la place, la majorité départementale se soucie de son image sur les réseaux sociaux et se félicite d'inaugurer les rénovations d'édifices communaux. Or les Meusiens attendent que le Conseil départemental lutte efficacement contre les inégalités économiques et sociales. C'est ce qui nous mobilise à vos côtés, c'est le sens de notre engagement.

Pierre BURGAIN, Benoît DEJAFFE, Isabelle JOCHYMSKI, Marie-Astrid STRAUSS et Charlène TANGRE

Tribune du Groupe Ouverture et Rassemblement

"Co-construction et ouverture", les oubliés du projet de mandat

Le projet de mandat du Président DUMONT prônait l'ouverture et la co-construction ! Force est de constater que ces objectifs ne sont pas atteints et pourtant à eux seuls ils pourraient constituer le socle d'un projet départemental qui répond davantage aux défis du territoire et aux attentes des Meusiens. Un Président de Conseil départemental se doit d'être celui qui rassemble, qui construit avec les autres, qui met en place les moyens de l'ouverture. A défaut, il n'est que le Président de sa majorité et gare à ceux qui s'en écartent...

A cette position s'ajoute pour le Département une contrainte budgétaire où nos finances sont soumises encore davantage au dictat de l'Etat. Près d'un milliard qui sera collecté auprès des Départements alors que nous sommes les seuls à avoir une diminution certaine de nos recettes.

Nous devons avoir une vision à plus long terme sachant que ce n'est pas l'exercice 2025 qui est finalement le plus problématique mais sans doute les suivants avec des marges de manœuvre qui vont encore davantage se contraindre.

Aussi, pour mieux identifier nos marges de manœuvre, nous le revendiquons à nouveau, il nous faut une politique départementale plus contractualisée avec nos territoires et particulièrement avec les intercommunalités en fixant avec elles des orientations ciblées sur plusieurs années sur les champs de compétences croisées avec le Département :

- Aide aux personnes âgées et handicapées / soutien aux familles en difficulté
- Aménagement du territoire avec des projets structurants
- Voirie et mobilité
- Soutien au logement social, l'habitat insalubre
- Gestion des Espaces Natures Sensibles, gestion de l'eau et assainissement
- Soutien aux équipements, aux associations

Nous le faisons trop partiellement et de manière dispersée, **sans co-construction et ouverture**, sans un contrat de territoire écrit et partagé, une sorte de pacte territorial par bassin de vie avec idéalement l'Etat et la Région. Cela amènera d'ailleurs plus de proximité, d'équité et de lisibilité à l'action départementale.

Rémy BOUR et Jérôme STEIN

